

Leçon 3.5

Sûreté et sécurité du personnel de l'ONU



Objectifs, pertinence et résultats de l'apprentissage

Objectifs

Expliquer en quoi le système de gestion de la sécurité des Nations Unies (SGSNU) garantit la sûreté, la sécurité et le bien-être du personnel, des installations et des ressources des Nations Unies.

Pertinence


Vous êtes déployé comme membre du personnel de maintien de la paix dans des **environnements dangereux et potentiellement mortels**.

La sûreté et la sécurité constituent une priorité absolue. Il est important de connaître les **mesures prises par l'ONU** pour gérer les risques de sécurité d'une opération de maintien de la paix.

Chaque année, des milliers d'agents de maintien de la paix sont déployés par l'ONU, et il ne leur a pas toujours été facile de comprendre le système des Nations Unies. Cela a entraîné des incidents et des victimes qui auraient pu être évités. Cette leçon décrit le fonctionnement du SGSNU. En collaborant dans le cadre de ce système, vous pourrez accomplir votre mission de manière efficace. Les informations relatives à la sûreté et à la sécurité permettent de sauver des vies.

Diapositive 1



3.5 Sûreté et sécurité du personnel de l'ONU 

Objectifs

- Expliquer en quoi le système de gestion de la sécurité des Nations Unies (SGSNU) garantit la sûreté, la sécurité et le bien-être du personnel, des installations et des ressources des Nations Unies

Pertinence

- Vous êtes déployé comme membre du personnel de maintien de la paix dans des environnements dangereux et potentiellement mortels. La sûreté et la sécurité sont une priorité absolue pour l'ONU et son personnel.
- Il est important de connaître les mesures prises par l'ONU pour gérer les risques de sécurité d'une opération de maintien de la paix.
- Cette leçon fournit des informations qui vous aideront à effectuer votre travail de manière efficace et sûre. Les informations relatives à la sûreté et à la sécurité permettent de sauver des vies.

MFBPD de l'ONU 2025

Diapositive 1

Résultats de l'apprentissage

Les apprenants seront en mesure :

1. De comprendre les menaces générales qui pèsent sur la sécurité de l'ONU.
2. De comprendre la menace que représentent les engins explosifs improvisés (EEI), les mines et les explosifs, ainsi que les mesures individuelles de prévention et d'atténuation.
3. D'expliquer les plans de sécurité et d'évacuation de l'ONU et d'appliquer les mesures de sécurité au niveau résidentiel et personnel.
4. D'expliquer les procédures liées à l'habilitation de sécurité (Procédure d'information sur les demandes de voyage (TRIP) pour les voyages à destination, à l'intérieur et en provenance d'une mission de l'ONU.

Diapositive 2



3.5 Sûreté et sécurité du personnel de l'ONU 

Résultats de l'apprentissage

1. Comprendre les menaces générales qui pèsent sur la sécurité de l'ONU.
2. Comprendre la menace que représentent les engins explosifs improvisés (EEI), les mines et les explosifs, ainsi que les mesures individuelles de prévention et d'atténuation.
3. Expliquer les plans de sécurité et d'évacuation de l'ONU et appliquer les mesures de sécurité au niveau résidentiel et personnel.
4. Expliquer les procédures liées à l'habilitation de sécurité (Procédure d'information sur les demandes de voyage (TRIP) pour les voyages à destination, à l'intérieur et en provenance d'une mission de l'ONU.

MFBPD de l'ONU 2025

Diapositive 2



Conseils aux formateurs : Les informations sur la gestion des risques de sécurité concernent le personnel de l'ONU couvert par le SGSNU. Le personnel en uniforme déployé dans les unités constituées dispose de son propre dispositif de sécurité (protection de la force).

Pour un public exclusivement composé de personnel en uniforme, ce thème est facultatif.

Aperçu de la leçon



Durée minimale de la leçon : 45 minutes (Activité d'apprentissage 3.5.1 incluse).

La Leçon	Pages	Diapositive
Activité d'apprentissage obligatoire 3.5.1 : Vidéo : Les défis actuels et futurs sur le terrain	5	3-4
Définitions	6-8	5
Les cinq catégories de menaces générales	8-11	6
Sensibilisation aux munitions et aux explosifs	11-13	7-8
Responsabilités liées à la sûreté et à la sécurité des Nations Unies	13-15	9-10
Système de gestion de la sécurité des Nations Unies (SGSNU)	15-20	11
Gestion des risques liés à la sécurité (GRS)	21-24	14
Plans de sécurité	25-31	15
Que peut faire chaque agent de maintien de la paix ?	32-34	21
Clôture de la leçon	35	22
Document – Résumé des messages clés	36-37	–

Activités d'apprentissage facultatives	
Activité d'apprentissage facultative 3.5.2 : La préparation aux situations d'urgence : le « sac d'évacuation »	Consultez 3.5 Aide à l'apprentissage
Activité d'apprentissage facultative 3.5.3 : Le dispositif de sécurité	




Conseils aux formateurs : Consultez la partie 3.5 Aide à l'apprentissage pour obtenir des conseils sur le démarrage de la leçon, les consignes relatives aux activités d'apprentissage, les activités d'apprentissage facultatives, l'évaluation de l'apprentissage et les références.

La leçon

Activité d'apprentissage obligatoire 3.5.1

Diapositive 3



3.5 Sûreté et sécurité du personnel de l'ONU 

Activité d'apprentissage obligatoire 3.5.1 : Vidéo de l'ONU : Les défis actuels et futurs sur le terrain

Objet : Présenter les principales fonctions du système de gestion de la sécurité des Nations Unies (SGSNU)

Temps imparti : 12 minutes

MFBPD de l'ONU 2025 Diapositive 3

Vidéo de l'ONU : Les défis actuels et futurs sur le terrain


Méthode	Vidéo YouTube : La sécurité des Nations Unies expliquée (Diapositive 4)
Objet	Présenter les principales fonctions du système de gestion de la sécurité des Nations Unies (SGSNU)
Temps imparti	10 à 12 minutes

Consultez 3.5 Aide à l'apprentissage pour les consignes.

Définitions

Diapositive 5



3.5 Sûreté et sécurité du personnel de l'ONU 

Définitions

- Sûreté : Accidents sans intention de nuire
- Sécurité : Incidents avec intention de nuire
- Dangers : Causes potentielles de dommages résultant d'actions non délibérées
- Menace : Cause potentielle de préjudice résultant d'actions délibérées
- Vulnérabilité : Faiblesse qui nous rend (l'ONU) susceptibles de subir des préjudices.
- Risque : Probabilité qu'un événement préjudiciable se produise et impact de l'événement s'il se produit (risque = probabilité x impact)

MFBPD de l'ONU 2025 Diapositive 5



Conseils aux formateurs : Les définitions fournies sont tirées du Manuel de gestion des risques de sécurité des Nations Unies (MGRSNU). Elles peuvent être différentes de ce que les apprenants connaissent déjà. Prenez le temps de clarifier les spécificités de l'ONU. Envisagez de faire une séance de brainstorming sur les mots clés relatifs à la leçon et sur leur signification spécifique afin de faire le lien avec la leçon et de faire le point sur les connaissances actuelles du groupe. Notez sur une feuille de tableau de conférence les six mots clés énumérés ci-dessous au centre, dans de petits cercles.

Exemple : Parcourez rapidement les mots de haut en bas. Demandez aux apprenants de proposer des mots ou des expressions clés qui pourraient figurer dans la définition de chacun d'entre eux. Notez-les sur le tableau de conférence à côté du mot, en utilisant des lignes pour les relier si nécessaire. Utilisez un stylo de couleur différente pour écrire ou souligner les suggestions qui se rapportent directement aux définitions fournies. Utilisez-les pour passer à la présentation des définitions dans la leçon.

Les agents de maintien de la paix doivent comprendre précisément six mots clés relatifs à la sûreté et à la sécurité, tels qu'ils sont définis et compris dans le système des Nations Unies. Ceux-ci sont présentés ici et discutés plus en détail dans la suite de la leçon.

Les mots clés et les définitions sont les suivants :

- **Sûreté** : Désigne la prévention des accidents, qui sont des événements dangereux qui se produisent sans intention de nuire
- **Sécurité** : Désigne la prévention des incidents, qui sont des événements dangereux provoqués intentionnellement dans le but de nuire
- **Dangers** : Causes potentielles de dommages résultant d'actions non délibérées
- **Menaces** : Causes potentielles de dommages résultant d'actions délibérées
- **Vulnérabilité** : Faiblesse qui nous rend (l'ONU) susceptibles de subir des préjudices
- **Risque** : Probabilité que des événements préjudiciables se produisent et leur impact (risque = probabilité x impact).



Message clé n°1 : Six mots clés et leurs définitions sont importants pour les agents de maintien de la paix de l'ONU : sûreté, sécurité, dangers, menace, vulnérabilité et risque.

Exemples d'incidents de sûreté et de sécurité



Conseils aux formateurs : Invitez les apprenants à citer des exemples d'incidents de sûreté et de sécurité tirés de leur expérience, dans des contextes de maintien de la paix ou non. Identifiez rapidement chaque exemple comme étant soit un événement lié à la sécurité (sans intention de nuire) soit un événement lié à la sûreté (avec intention de nuire), tel que défini ci-dessus et dans la référence. Insistez sur la distinction entre les deux. Utilisez la liste d'exemples concrets ci-dessous pour renforcer la bonne compréhension des mots clés et des définitions.

Au cours de la leçon, lorsque le contenu correspondant aura été abordé, référez-vous à certains exemples et poursuivez l'échange interactif ou la réflexion à l'aide des questions suivantes :

- De quelle **catégorie de menace** générale s'agit-il ?
- Quelles **mesures de prévention** pourraient réduire la probabilité que l'événement se produise ?
- Quelles **mesures d'atténuation** permettraient de réduire l'impact de l'événement ?

Posez dès maintenant ces questions sur au moins un des exemples présentés. C'est un moyen efficace de mettre en évidence les trois thèmes abordés plus en détail dans la leçon et de favoriser leur assimilation et leur mémorisation.



Exemples tirés des opérations de maintien de la paix et des missions sur le terrain des Nations Unies

- Des agents de maintien de la paix en uniforme appartenant à un bataillon ont été capturés sur le plateau du Golan et pris en otage.
- Le mont Nyiragongo à Goma, en République démocratique du Congo, est entré en éruption et la lave s'est déversée vers la base des Nations Unies.
- Des milliers de personnes déplacées à l'intérieur du pays ont pénétré dans le complexe des Nations Unies à Juba, au Soudan du Sud, à la recherche d'une protection contre un groupe hostile pendant une guerre civile.
- Un engin explosif improvisé a touché des véhicules de maintien de la paix de l'ONU alors qu'ils se déplaçaient dans le nord du Mali.
- Des familles du personnel de l'ONU ont été volées et harcelées alors qu'elles se déplaçaient dans la capitale haïtienne.
- Des agents de maintien de la paix de l'ONU ont été arrêtés et détenus à un poste de contrôle illégal au Darfour, au Soudan.
- Le personnel civil recruté localement a été menacé par la police qui exigeait le paiement d'une « taxe spéciale ».
- Trois roquettes de 107 mm ont frappé le complexe de la mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM) à Mogadiscio, en Somalie.
- Un véhicule blindé civil de l'ONU (B6) a été volé par des inconnus au Liban.

Les cinq catégories de menaces générales



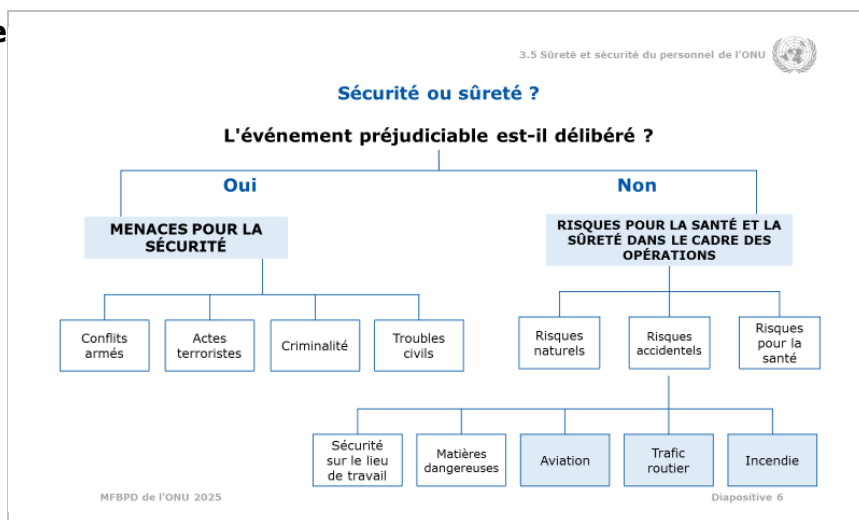
Conseils aux formateurs : Demandez aux apprenants de citer des événements menaçants spécifiques qui pourraient avoir un impact sur le personnel, les biens et les opérations de l'ONU dans le cadre d'opérations de maintien de la paix. Notez toutes les suggestions sur une feuille du tableau de conférence. Classez chaque événement menaçant spécifique dans la catégorie de menace générale correspondante, comme indiqué dans la leçon. Tenez compte des autres menaces proposées, en précisant que la leçon se concentre sur ces cinq menaces, mais qu'il en existe d'autres. N'oubliez pas de faire la distinction entre les menaces pour la sécurité et les risques pour la sécurité et la santé au travail.

Comme indiqué précédemment, la sécurité est liée à des événements causés délibérément par des personnes, tandis que la sûreté est liée à des événements qui

ne sont pas causés délibérément. La cause d'un événement délibéré potentiel constitue une menace, tandis que la cause d'un événement non délibéré potentiel constitue un danger.

Diapositive

6



Message clé n°2 : La **menace** est une cause potentielle de préjudice initiée par des actions délibérées. Les cinq catégories de menaces générales sont : les conflits armés, le terrorisme, la criminalité, les troubles civils et les dangers.



Conseils aux formateurs : Préparez-vous à ce que les participants vous demandent pourquoi les enlèvements ou les accidents de la route ne figurent pas parmi les menaces générales. Expliquez-leur que les enlèvements constituent une menace spécifique pouvant résulter de situations de conflit armé, de terrorisme, de criminalité ou de troubles civils. Les accidents de la circulation sont désormais classés comme des accidents de la route par l'ONU et relèvent de la catégorie des menaces générales des dangers.

Les cinq catégories de menaces générales observées dans le cadre d'une mission sont :

1. Conflit armé

- Violence organisée par des groupes qui s'affrontent, par exemple, combat terrestre avec des armes légères et de l'artillerie, bombardement aérien
- A des répercussions indirectes sur l'ONU et d'autres parties non impliquées.



Exemple – MINUSCA

En République centrafricaine, des bataillons népalais et mauritaniens sont arrivés à la MINUSCA pour soutenir les efforts sur le terrain, forçant environ 200 combattants de l'Unité pour la paix (UPC) à quitter la ville de Boyo, dans la préfecture de Ouaka. Ils avaient pris le contrôle de plusieurs maisons, dont la résidence du maire. La MINUSCA a envoyé un avertissement à l'UPC contre toute tentative de réoccupation.

2. Terrorisme

- Violence commise par des individus ou des groupes contre des civils ou d'autres cibles non combattantes
- Le terrorisme affecte directement ou indirectement l'ONU. Par exemple, une attaque complexe contre une installation de l'ONU serait un effet direct, tandis que des engins explosifs improvisés visant la population affecteraient indirectement l'ONU.



Exemples

Un agent de maintien de la paix de l'ONU a été tué et trois autres blessés lors d'une attaque terroriste contre leur convoi à Kidal, dans le nord du Mali. Le convoi a été touché par des tirs d'armes légères et des roquettes lors d'une attaque qui a duré une heure.

3. Criminalité

- Activités illicites exercées à des fins de profit économique ou personnel
- Peut impliquer ou non la violence, par exemple prise d'otages, vol de véhicules
- A des répercussions indirectes et directes sur l'ONU.



Exemples

Les cas de vol au sein des missions de maintien de la paix concernent des produits commercialisables tels que des denrées alimentaires et du carburant. Une supervision inadéquate et une mauvaise tenue des registres par les contingents peuvent augmenter les risques de vol et de fraude. L'ONUCI, l'ATNUTO et la MONUSCO, par exemple, ont enregistré des cas de vol de matériel.

4. Troubles civils :

- Manifestations organisées ou troubles non autorisés de l'ordre public

- Peuvent impliquer ou non de la violence
- Ont des répercussions indirectes ou directes sur l'ONU.



Exemples

Des manifestations contre la MONUSCO ont eu lieu fin 2022. Elles ont été alimentées par le sentiment d'inaction et d'inefficacité de la communauté internationale face à la situation dans l'est de la RDC.

5. Dangers

- Événements naturels, par exemple tremblements de terre et conditions météorologiques extrêmes
- Incidents d'origine humaine, par exemple accidents industriels à grande échelle et accidents de la route
- Menaces pour la santé : voir Leçon 3.8
- Ils peuvent entraîner la mort, des blessures et la destruction de biens.



Exemples

Les agents de maintien de la paix de l'ONU pakistanais ont travaillé à la construction et à l'entretien de digues au Soudan du Sud afin d'empêcher 5 600 kilomètres carrés de terres inondées d'engloutir le camp de réfugiés de Bentiu, qui abrite des centaines de milliers de personnes, ainsi que les zones environnantes, les infrastructures et les prestataires de services.

Sensibilisation aux munitions et aux explosifs

Diapositive

7



3.5 Sûreté et sécurité du personnel de l'ONU 

Munitions explosives

Les explosifs comprennent :

- Les mines
- Les restes explosifs de guerre (REG)
- Les munitions non explosées (MNE)
- Les engins explosifs improvisés (EEI)




MFBPD de l'ONU 2025 Diapositive 7

Le fait d'être informé, de faire preuve de bon sens et d'adopter une attitude appropriée à l'égard des mines, des restes explosifs de guerre (REG), des munitions explosives non explosées (MNE) et des engins explosifs improvisés (EEI) peut contribuer à résoudre les problèmes de sécurité et à assurer la protection des personnes.

Diapositive 8



3.5 Sûreté et sécurité du personnel de l'ONU 

Ce que les agents de maintien de la paix peuvent faire

- Obtenir des informations sur les zones dangereuses auprès du SGSNU
- Être attentif aux signes locaux
- Être toujours attentif aux signes indiquant un danger potentiel
- Ne pas toucher ou s'approcher des mines et des engins explosifs improvisés
- Ne jamais s'aventurer dans des zones dangereuses
- Ne jamais s'approcher des mines ou les ramasser
- Ne pas toucher à ce qui vous semble étrange
- Fournir des informations importantes sur la sécurité et informer les autres de vos projets de voyage

MFBPD de l'ONU 2025 Diapositive 8

Pour se protéger et protéger les autres, il est préférable de suivre les règles suivantes :

- Ne pas toucher ou s'approcher des mines, des restes explosifs de guerre, des munitions non explosées ou des engins explosifs improvisés
- Avant de voyager, se renseigner sur les zones dangereuses en consultant le portail du Département de la sûreté et de la sécurité des Nations Unies (DSSNU).
- Ne jamais s'aventurer dans des zones dangereuses connues ou explorer des installations ou des équipements militaires
- Ne jamais s'approcher ou toucher des mines, des munitions non explosées ou abandonnées, des engins explosifs improvisés ou d'autres objets suspects pour quelque raison que ce soit
- Ne jamais ramasser de mines, de restes explosifs de guerre, de munitions non explosées, d'engins explosifs improvisés ou d'autres matériels militaires
- Ne pas toucher quoi que ce soit qui semble étrange ou qui n'est pas à sa place, qu'il s'agisse d'un objet posé par terre ou suspendu à un arbre
- Être attentif aux panneaux d'avertissement locaux et toujours les respecter
- Être toujours attentif aux autres signes indiquant un danger potentiel
- Fournir aux autres les informations importantes sur la sécurité
- Informer votre entourage de vos projets de voyage.



Conseils aux formateurs : Avant de poursuivre, prenez le temps de rappeler aux participants qu'ils peuvent obtenir des conseils de voyage sur le portail du Département de la sûreté et de la sécurité des Nations Unies (DSSNU). Recherchez « UNDSS » [UN Department of Safety and Security] sur Google et connectez-vous, puis cliquez sur la section « Conseils aux voyageurs » où vous pouvez utiliser le menu déroulant pour trouver le pays pour lequel vous souhaitez obtenir des informations.

Responsabilités liées à la sûreté et à la sécurité des Nations Unies

Diapositive 9



3.5 Sûreté et sécurité du personnel de l'ONU 

Responsabilités liées à la sûreté et à la sécurité de l'ONU

Vous devez veiller à votre propre sûreté

Les gouvernements des pays hôtes assument la principale responsabilité

Le SGSNU renforce et complète les gouvernements des pays hôtes



MFBPD de l'ONU 2025 Diapositive 9



Message clé n°3 : La sûreté et la sécurité du personnel et des installations de l'ONU relèvent de la responsabilité du pays hôte, de l'ONU et de chaque membre du personnel de maintien de la paix.

Le gouvernement du pays hôte est considéré comme ayant une responsabilité particulière en matière de sécurité et de protection du personnel et des biens de l'ONU, en vertu de la Charte des Nations Unies et des accords conclus entre les gouvernements et les différentes organisations.

Lorsque l'ONU estime qu'une menace pèse sur la sécurité de son personnel, de ses biens et/ou de ses opérations, sa première action consiste à demander au gouvernement du pays hôte de gérer cette menace et d'assurer la sécurité du personnel et des biens de l'ONU.

L'ONU complète les capacités du gouvernement du pays hôte en matière de sûreté et de sécurité grâce au **système de gestion de la sécurité des Nations Unies (SGSNU)** lorsque ce dernier n'est pas en mesure d'assurer la sûreté et la sécurité de son personnel. Toutefois, cela ne dispense pas le gouvernement du pays hôte de ses obligations en matière de sûreté et de sécurité. Le SGSNU comble les lacunes lorsque le gouvernement du pays hôte n'est pas en mesure d'assumer ses responsabilités.




Conseils aux formateurs : Informez les participants qu'ils trouveront plus d'informations sur les obligations du pays hôte envers la sécurité et la sûreté des Nations Unies au chapitre II du SGSNU, section D, Pays hôte.

Vous devez également veiller à votre sûreté et à votre sécurité personnelles (voir le Manuel de politique de sécurité des Nations Unies, Cadre de responsabilité, section Q).

Diapositive 10



3.5 Sûreté et sécurité du personnel de l'ONU 

Le personnel du SGSNU doit :

- Assister aux réunions d'information sur la sécurité et suivre les formations obligatoires en matière de sécurité
- Se familiariser avec le SGSNU
- Créer et maintenir un profil SGSNU
- Se familiariser avec les équipements de sécurité
- Ne jamais mettre en danger sa sécurité ou celle des autres
- Respecter en permanence toutes les règles et procédures de sécurité du SGSNU
- Signaler tous les incidents de sécurité

MFBPD de l'ONU 2025 Diapositive 10

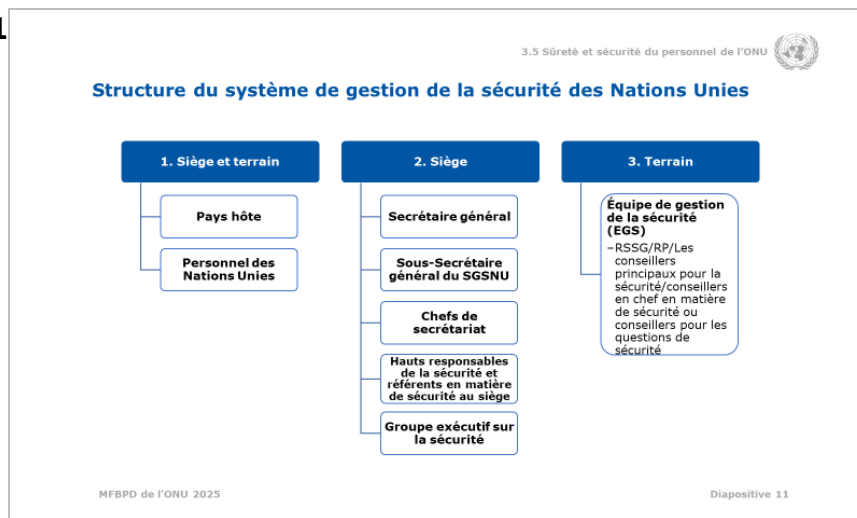
Le personnel du SGSNU doit :

- Prendre connaissance des informations qui lui sont fournies concernant le SGSNU, notamment sur l'environnement de sécurité, les risques de sécurité et les mesures approuvées de gestion des risques de sécurité (GRS) sur son lieu d'affectation ou de déplacement
- Créer et tenir à jour un profil précis sur le portail du SGSNU pour lui-même et les membres de sa famille éligibles et obtenir une habilitation de sécurité avant de voyager

- Assister aux réunions d'information sur la sécurité et suivre toutes les formations obligatoires en matière de sécurité requises au niveau mondial et local
- Se familiariser avec les équipements de sécurité, y compris les systèmes de communication de sécurité et les applications connexes
- Adopter un comportement qui ne mette pas en danger leur sécurité ou celle d'autrui et veiller à ce que les membres de leur famille éligibles soient informés des consignes de sécurité qui leur sont applicables.
- Respecter en permanence toutes les règles et procédures de sécurité du SGSNU.
- Signaler tous les incidents de sécurité en temps utile
- Le cas échéant, assumer les responsabilités qui lui sont assignées en matière de sécurité et accepter d'être évalué à ce sujet lors des évaluations de performance.

Système de gestion de la sécurité des Nations Unies (SGSNU)

Diapositive 11



Conseils aux formateurs : Il convient de noter que les unités constituées restent sous le commandement et le contrôle de l'armée ou de la police, car elles utilisent leurs propres armes et sont responsables de leur propre sécurité.

Toutefois, un commandant de la force, un commissaire de police et des officiers supérieurs régionaux seront membres de l'équipe de gestion de la sécurité du pays ou de la zone (EGS/EGSP) pour représenter leur composante, car ils possèdent des capacités qui contribuent

normalement à la sûreté et à la sécurité du personnel, des biens et des opérations du système des Nations Unies. Cette relation est également importante pour la coordination générale de la sûreté et de la sécurité des opérations et des procédures.

Le système de gestion de la sécurité des Nations Unies (SGSNU) a pour objectif de permettre aux organisations des Nations Unies de travailler tout en maintenant des niveaux de risque acceptables en matière de sécurité.

Le SGSNU s'appuie sur quatre principes pour atteindre cet objectif :

- Une gestion efficace et centrée sur les personnes des risques liés à la sécurité, qui favorise la diversité et l'inclusion.
- La mise à disposition de ressources adéquates et durables pour gérer les risques liés à la sécurité.
- Une prise de décision décentralisée conformément aux politiques du SGSNU.
- Une prise de décision basée sur des risques acceptables.



Message clé n°4 : L'objectif du système de gestion de la sécurité des Nations Unies (SGSNU) est de permettre au personnel de travailler à des niveaux de risque acceptables en matière de sécurité. Les quatre principes pour atteindre cet objectif sont les suivants : une gestion efficace et centrée sur les personnes des risques liés à la sécurité, des ressources adéquates, et une prise de décision décentralisée conformément aux politiques du SGSNU et basée sur des risques acceptables.



Message clé n°5 : Les principaux acteurs du système de gestion de la sécurité des Nations Unies (SGSNU) ont des rôles et des responsabilités spécifiques et font partie de la structure de gestion de la sécurité, qui comporte trois niveaux : le siège et le terrain, le siège, et le terrain.



Conseils aux formateurs : Rappelez aux apprenants la structure et le fonctionnement des opérations de maintien de la paix de l'ONU, tels qu'ils ont été présentés dans le Module 1. La structure de gestion de la sécurité au siège et sur le terrain reflète les niveaux stratégique, tactique et opérationnel, comme expliqué dans le Module 1.

La structure de la gestion de la sécurité comporte trois niveaux.

1. Siège et terrain

- Pays hôte
- Tout le personnel de maintien de la paix de l'ONU

2. Siège

- **Secrétaire général** : Responsable de la sécurité et de la sûreté globales du personnel, des locaux, des biens et des opérations de du SGSNU.
- **Sous-Secrétaire général du Département de la sûreté et de la sécurité (SSG-DSS) des Nations Unies** : Autorité déléguée par le Secrétaire général pour prendre des décisions exécutives sur les questions relatives au SGSNU. Le SSG-DSS est responsable de l'élaboration des politiques et des procédures.
- **Chefs exécutifs** des agences, fonds, programmes et organisations des Nations Unies qui rendent compte au Secrétaire général de la réalisation des objectifs du SGSNU au sein de leurs organisations.
- Les hauts responsables de la sécurité, les référents en matière de sécurité au siège : coordonnent la réponse de leurs organisations aux questions relatives au SGSNU.
- **Groupe exécutif sur la sécurité** : Chefs de secrétariat de certaines organisations du SGSNU qui soutiennent le SSG DSS, fournissent des conseils et facilitent la prise de décision rapide.

3. Terrain

- La structure de sécurité sur le terrain comprend l'équipe de gestion de la sécurité (EGS).

L'équipe de gestion de la sécurité (EGS)

Les membres de l'EGS soutiennent le responsable désigné (RD). Dans chaque pays ou zone désignée où l'ONU est présente, le plus haut fonctionnaire des Nations Unies est normalement nommé par écrit par le Secrétaire général comme RD pour la sécurité, et accrédité en tant que tel auprès du gouvernement du pays hôte. Les représentants nationaux des organisations du SGSNU sont membres de l'EGS et soutiennent le RD dans le cadre du mandat de sécurité. D'autres entités peuvent être des observateurs au sein de l'EGS.

Le RD joue un rôle clé au sein de l'EGS, avec les responsabilités suivantes :

- Le RD préside l'équipe de gestion de la sécurité (EGS)
- Le Secrétaire général nomme généralement le plus haut fonctionnaire de l'ONU – coordonnateur résident (CR) ou représentant spécial du Secrétaire général (RSSG) – pour une zone de responsabilité connue sous le nom de zone désignée (généralement équivalente à un pays) en tant que RD
- Le RD doit rendre des comptes au secrétaire général par l'intermédiaire du SSG-DSS.
- Le RD est responsable des décisions en matière de sécurité dans la zone désignée, dans le cadre de la politique générale.



Conseils aux formateurs : Pour un examen plus approfondi des responsabilités générales du Responsable désigné (RD) dirigez les participants vers la page 17 du chapitre 11 du SGSNU, section A, cadre de responsabilité.

Les représentants des organisations du SGSNU et les chefs de l'armée et de la police sont membres de l'EGS. L'**EGS** est responsable du soutien apporté au RD et de toutes les questions liées à la sécurité de son personnel dans un lieu d'affectation.

Les **conseillers principaux pour la sécurité/conseillers en chef en matière de sécurité ou conseillers pour les questions de sécurité** sont membres de l'**EGS**, qui soutient et conseille le RD et l'EGS dans leurs fonctions de sécurité.

La cellule de sécurité est établie dans chaque zone désignée pour collaborer sur tous les aspects de la gestion de la sécurité et des besoins opérationnels.

Les membres du **personnel de sécurité des organisations SGSNU** sont membres de la cellule de sécurité. Ils conseillent leur organisation sur les aspects de sécurité dans leur domaine d'affectation et soutiennent le RD sous la coordination des conseillers principaux pour la sécurité, conseillers en chef en matière de sécurité ou conseillers pour les questions de sécurité.

Équipe de gestion de la sécurité de la zone (EGSZ) : Les membres de l'EGS soutiennent les coordonnateurs de sécurité de la zone (CSZ). Les recommandations des CSZ et de l'EGSZ sont soumises à l'approbation du RD, après consultation de l'EGS.

Coordonnateurs de sécurité de la zone (CSZ) : Les coordonnateurs de sécurité de la zone coordonnent les dispositions de sécurité pour une zone de sécurité désignée.

Exemples de fonctionnement du SGSNU



Conseils aux formateurs : La section suivante pose des questions pratiques sur le fonctionnement du SGSNU et y répond. Vous pouvez soit poser une question à la fois, inviter le groupe à y répondre, puis discuter, soit préparer des documents contenant les questions et les réponses et les distribuer. Demandez à une personne de lire la question et à une autre de lire la réponse. Ensuite, ouvrez la discussion, ajoutez des commentaires, accueillez les observations et les réactions. Si les apprenants n'ont pas d'observation à faire, résumez et surlignez les points clés fournis dans la réponse.



Exemple

Le RSSG est également le responsable désigné pour la sécurité dans la zone de la mission. Au siège, à qui rend-il compte des questions de sécurité : au secrétaire général ? Au SSG-DSS ? Au SSG du Département des opérations de paix (DPO) ? À quelqu'un d'autre ?

- Réponse : Pour les questions de sécurité, il rend compte au Secrétaire général par l'intermédiaire du SSG-DSS. Il doit également rendre compte au SSG-DPO : il y a donc une double structure hiérarchique.



Exemple

Une observatrice militaire des Nations Unies (OMNU), déployée à titre individuel en tant qu'experte en mission, est affectée dans une ville de taille moyenne et travaille au quartier général du secteur. Elle vit dans une maison louée dans le centre-ville. Lors d'une flambée de troubles civils, l'OMNU reçoit des directives de sources différentes qui semblent se contredire.

- Du CSZ : « Tout le personnel de l'ONU doit travailler à domicile jusqu'à ce que la situation se calme. »
- De l'observateur militaire principal du secteur au QG du secteur : « Vous devez vous rendre immédiatement au bureau. Dans cette situation difficile, tout le monde est sur le pont. »
- Du consulat du pays dont elle a la nationalité : « Tous les ressortissants de notre pays doivent être évacués immédiatement. Contactez l'ambassade pour obtenir des conseils supplémentaires dès maintenant. »



Que feriez-vous si vous étiez cette observatrice militaire de l'ONU ? Justifiez votre réponse.

Réponse : Un militaire déployé à titre individuel relève normalement de l'autorité du SGSNU pour les questions de sûreté et de sécurité. À ce titre, il doit se conformer aux orientations du CSZ.

Remarques :

- L'OMNU le plus haut gradé du secteur est membre de l'EGSZ et aurait dû discuter de la question avec le CSZ lors de la réunion de l'EGSZ. Mais ce n'est pas toujours le cas.
- Les plans de sécurité auront été révisés et répétés et la question aurait dû être clarifiée à l'avance.
- Il peut s'agir d'un cas où le CSZ a convenu que si certains événements liés à la sécurité se produisent, les observateurs

militaires resteront sous le contrôle opérationnel de l'OMNU le plus haut gradé.

- Les agents de maintien de la paix déployés par leur pays dans le cadre des opérations de maintien de la paix de l'ONU sont placés sous le contrôle opérationnel de l'Organisation et, à ce titre, ne sont pas autorisés à obéir aux directives des États Membres, y compris du pays dont ils ont la nationalité. Renseignez-vous sur les plans et les procédures de sécurité et posez des questions avant qu'une telle situation ne vous arrive.



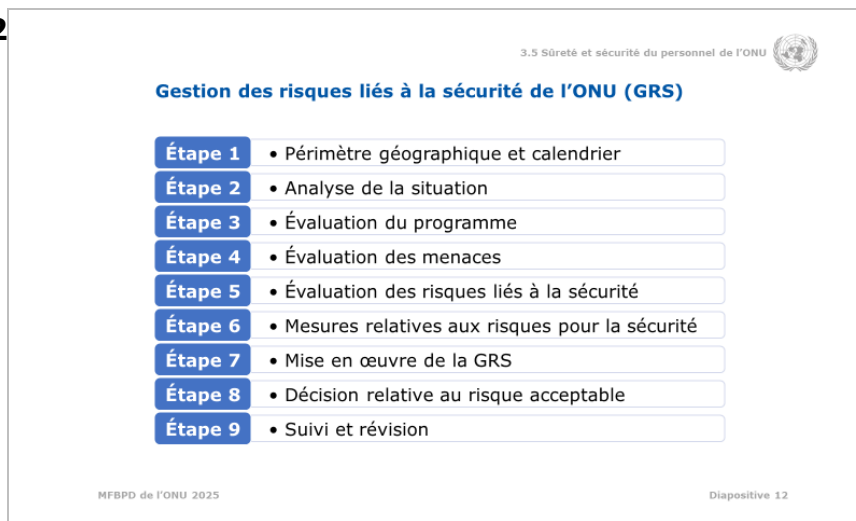
Exemples

Un convoi de l'ONU composé de 24 camions de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) se dirige vers l'ouest avec des fournitures pour les réfugiés. Le convoi est escorté par un peloton d'agents de maintien de la paix de l'ONU provenant d'une unité constituée. En cas d'incident de sécurité, qui prend la décision ? Le fonctionnaire de l'ONU le plus haut gradé dans le convoi (OIM) ? Le personnel de sécurité haut gradé voyageant avec le convoi (SGSNU) ? Le commandant de peloton ?

- Réponse : Cela dépend de ce qui a été convenu et répété avant la mission et/ou des procédures opérationnelles permanentes (POP) en vigueur en matière de sécurité. Lorsque plusieurs composants fonctionnent ensemble, il est essentiel de planifier et de coordonner à l'avance afin d'assurer la sécurité et la sûreté. Lorsque la planification est insuffisante et que personne ne sait clairement quelles sont ses responsabilités, des personnes peuvent être blessées. Posez des questions et mettez votre équipe et vos partenaires au défi de manière professionnelle jusqu'à ce que tous se sentent à l'aise et aient une compréhension commune de leurs rôles.

Gestion des risques liés à la sécurité (GRS)

Diapositive 12



Le processus de GRS comporte neuf étapes :

- **ÉTAPE 1 : Périmètre géographique et calendrier** : Définit les conditions de chaque processus de GRS en fonction du périmètre géographique et du calendrier. Par exemple, en lien avec les élections à venir dans un pays ou pour une zone spécifique potentiellement vulnérable visitée par le personnel de l'ONU, comme un camp de réfugiés.
- **ÉTAPE 2 : Analyse de la situation** : Prend en compte les facteurs politiques, économiques, sociaux et environnementaux pertinents dans chaque domaine qui peuvent avoir un impact sur la sûreté et la sécurité du système des Nations Unies.
- **ÉTAPE 3 : Évaluation du programme** : Identifie formellement les organisations de l'ONU dans la zone d'opérations, leurs objectifs et les activités de mise en œuvre spécifiques des organisations du SGSNU dans le pays.
- **ÉTAPE 4 : Évaluation des menaces** : Évalue les acteurs et les actions susceptibles de nuire au SGSNU dans la zone désignée, dans les catégories suivantes : conflits armés, terrorisme, criminalité et troubles civils. Identifie et évalue les intentions et les capacités des acteurs représentant une menace.
- **ÉTAPE 5 : Évaluation des risques liés à la sécurité** : Évalue les différentes vulnérabilités liées à la présence et aux activités du SGSNU dans le pays par rapport aux menaces existantes afin de déterminer la probabilité qu'une menace nuisible se concrétise et son impact potentiel sur le personnel, les actifs et les opérations du SGSNU.

- **ÉTAPE 6 : Mesures relatives aux risques pour la sécurité :** Prépare des options de mesures visant à réduire les risques identifiés à l'issue de l'étape précédente. Ces mesures comprennent des mesures de sécurité des lieux d'habitation et peuvent inclure d'autres approches, telles que la formation, les briefings, les ressources spécialisées, l'équipement, les améliorations physiques des locaux ou les changements de procédure.
- **ÉTAPE 7 : Mise en œuvre de la GRS :** Élabore un plan de mise en œuvre et s'engage à le mettre en œuvre une fois la décision prise. Sans cette étape, l'ensemble du processus de GRS pourrait échouer. Le RD doit faire preuve de leadership à ce stade.
- **ÉTAPE 8 : Décision relative au risque acceptable :** Équilibre les besoins du programme et le risque lié à sa mise en œuvre, tel que déterminé lors des étapes précédentes. L'évaluation de ce qui constitue un risque acceptable dépend de la criticité du programme des Nations Unies concerné, qui est évaluée au moyen du Cadre de criticité des programmes. (Le cadre de criticité des programmes est une politique commune du système des Nations Unies, qui donne des principes directeurs et une méthode systématique d'évaluation permettant d'appliquer la criticité des programmes au processus de la Gestion des risques de sécurité (GRS) des Nations Unies, en vue de mesurer l'utilité des activités impliquant le personnel des Nations Unies à l'aune des risques qu'elles représentent.)
- **ÉTAPE 9 : Suivi et révision :** Surveille et évalue le processus de GRS afin d'évaluer l'efficacité des mesures de GRS. Il peut s'agir d'un suivi de routine par l'EGS ou de processus internes du SGSNU tels que des vérifications ponctuelles ou un examen par le siège.




Message clé n°6 : Le système de gestion de la sécurité des Nations Unies (SGSNU) repose sur la **gestion des risques liés à la sécurité (GRS)**, une procédure analytique visant à :

- Identifier les événements spécifiques constituant une menace pour la sécurité qui pourraient entraver la réussite des programmes.
- Évaluer les risques pour la sécurité de l'ONU résultant d'événements spécifiques constituant une menace.
- Identifier et mettre en œuvre des mesures de GRS afin de réduire les risques à des niveaux acceptables.

Les menaces pour la sûreté et la sécurité de l'ONU varient d'un endroit à l'autre et peuvent également différer selon les organisations de l'ONU présentes au même endroit.

Diapositive 13



3.5 Sûreté et sécurité du personnel de l'ONU 

Professionnels de la sécurité

Les spécialistes de la sécurité utilisent la GRS pour mener à bien quatre actions principales liées à la sécurité :

- Identifier les **menaces** spécifiques dans les zones où le personnel de l'ONU vit, se déplace et travaille
- Analyser les **niveaux de risque** associés à chaque menace en évaluant les vulnérabilités de l'ONU par rapport à la probabilité que ces menaces affectent l'Organisation et à leur impact si elles se produisaient.
- **Probabilité** : Une évaluation de la possibilité qu'un événement préjudiciable affecte l'Organisation.
- **Impact** : Une évaluation du préjudice potentiel qu'un événement pourrait causer à l'Organisation s'il se produisait.

MFBPD de l'ONU 2025 Diapositive 13

Les spécialistes de la sécurité utilisent la GRS pour mener à bien quatre actions principales liées à la sécurité :

- Identifier les menaces spécifiques dans les zones où le personnel de l'ONU vit, se déplace et travaille.
- Analyser les niveaux de risque associés à chaque menace en évaluant les vulnérabilités de l'ONU par rapport à la probabilité que ces menaces affectent l'Organisation et à leur impact si elles se produisaient.
 - **Probabilité** : La possibilité qu'un événement préjudiciable affecte l'Organisation.
 - **Impact** : Le préjudice potentiel qu'un événement pourrait causer à l'Organisation s'il se produisait.

Vulnérabilité : Une faiblesse qui peut permettre à une menace ou à un danger de causer un préjudice. Lorsque vous identifiez une vulnérabilité, vous devez :

- Identifier les options de mesures de GRS pour réduire les risques
- Suivre la mise en œuvre des mesures de GRS pour gérer les risques liés à la sécurité.



Message clé n°7 : L'ONU dispose de ressources limitées. Nous ne pouvons pas gérer toutes les menaces, c'est pourquoi nous devons nous concentrer sur les principaux risques qui en découlent. Le processus de GRS est le principal outil de gestion de la sécurité du système des Nations Unies.


Matrice des risques



Conseils aux formateurs : Prenez le temps d'examiner la matrice des risques. Une matrice rassemble deux types d'informations différentes en colonnes et en lignes. Dans le cas présent, la **probabilité** qu'un événement à risque se produise et l'**impact** que cet événement aurait sur l'organisation s'il se produisait sont réunis. La relation entre ces deux types d'informations, qui indique le **niveau de risque**, constitue le point central. Imprimez ce tableau et conservez-le sur votre lieu de travail ou enregistrez-le sous forme électronique. Il vous sera utile chaque fois que vous devrez évaluer les menaces et les risques qui en découlent (impact x probabilité = risque).

Diapositive 14



3.5 Sûreté et sécurité du personnel de l'ONU 

Gestion des risques liés à la sécurité de l'ONU

Matrice des risques		Impact				
		Négligeable	Mineur	Modéré	Grave	Critique
Probabilité	Très probable	Faible	Moyen	Élevé	Très élevé	Inacceptable
	Probable	Faible	Moyen	Élevé	Élevé	Très élevé
	Moyennement probable	Faible	Faible	Moyen	Élevé	Élevé
	Peu probable	Faible	Faible	Faible	Moyen	Moyen
	Très peu probable	Faible	Faible	Faible	Faible	Faible

MFBPD de l'ONU 2025

Diapositive 14



Conseils aux formateurs : Pour plus d'informations sur le graphique de la Diapositive 14, renvoyez les participants aux pages 4 et 5 du Manuel des politiques de sécurité du SGSNU.

L'ONU fournit des orientations sur les décisions relatives aux risques acceptables. Ces orientations identifient trois conclusions ou décisions :

- Ne pas accepter de risques inutiles
- Accepter le risque lorsque les avantages l'emportent sur les coûts
- Prendre des décisions en matière de gestion des risques au bon niveau.

Ne pas oublier que des risques très élevés et élevés peuvent être acceptables en fonction de la criticité de l'activité.

Plans de sécurité

Diapositive 15



Conseils aux formateurs : Assurez-vous que les participants savent que tous les pays n'utilisent pas le même numéro pour appeler les services d'urgence. Conseillez-leur de se renseigner à l'avance sur le numéro à composer dans le pays où ils seront déployés.



Message clé n°8 : Renseignez-vous sur les noms et les coordonnées de vos agents de sécurité ou de vos gardiens. Repérez les points de rassemblement en cas d'évacuation et familiarisez-vous avec les détails des plans de sécurité et d'intervention d'urgence qui vous concernent, votre lieu de travail et votre unité.

Le plan de sécurité est le principal outil de gestion de la préparation en matière de sécurité sur un lieu d'affectation.

- L'objectif du plan de sécurité est de définir les points clés pour les situations susceptibles d'avoir un impact sur le personnel et les opérations de l'ONU :
 - Les responsabilités des individus et des organisations
 - Les mesures à prendre
 - La séquence à suivre dans chaque situation.

Chaque RD et chaque EGS doit établir un plan de sécurité. Le RD et l'EGS s'assurent qu'ils disposent d'un plan d'urgence pour faire face aux menaces et aux risques identifiés.

Il s'agit notamment des plans suivants :


- Plan de sécurité de l'ONU au niveau du pays
- Plan de sécurité de l'ONU au niveau d'une zone (dans le plan de sécurité du pays)
- Plan de sécurité de l'ONU au niveau local (dans les plans du pays et de la zone)
- Plan de sécurité des bâtiments administratifs (dans les plans de sécurité locale, de la zone et du pays)

Le plan de sécurité doit comprendre les éléments essentiels suivants :

- Listes de contacts du SGSNU
- Système de surveillance
- Plans d'évacuation et de relocalisation
- Plans médicaux
- Plans d'intervention spécifiques, en fonction des menaces identifiées dans le cadre du processus de GRS
- Communications d'urgence sur le terrain.

Diapositive 16



3.5 Sûreté et sécurité du personnel de l'ONU 

Sac d'évacuation du personnel de l'ONU

- **PLANIFIEZ et ORGANISEZ** vos bagages de manière logique. Les objets dont vous avez besoin doivent être facilement accessibles et emballés sur le dessus. Tout le contenu doit être emballé dans des sacs en plastique avant d'être mis dans votre sac à dos.
- **Avant de vous enfuir, assurez-vous de ne pas laisser de documents importants derrière vous**
- **Le personnel en uniforme des contingents et des unités constituées ne relève pas du SGSNU**

MFBPD de l'ONU 2025 Diapositive 16



Message clé n°9 : Chaque membre du personnel de maintien de la paix est tenu de connaître les détails du plan de sécurité qui s'applique à lui, à son équipe et aux personnes dont il a la charge.



Message clé n°10 : Le personnel de maintien de la paix doit être prêt à évacuer (sac de survie, sac d'urgence) en cas d'urgence.

Responsabilités personnelles


Tous les agents de maintien de la paix sont tenus de prendre connaissance des éléments du plan de sécurité qui les concernent dans le cadre de la mission de maintien de la paix à laquelle ils sont affectés.

La responsabilité personnelle implique également de se préparer en constituant son propre sac d'évacuation. Ces sacs peuvent être appelés « sac d'urgence ».

Un sac d'évacuation contient des articles essentiels à emporter en cas d'évacuation ou d'autres situations d'urgence pour lesquelles vous n'avez peut-être pas le temps de faire vos valises ou même de penser à ce dont vous avez besoin.

Diapositive 17



3.5 Sûreté et sécurité du personnel de l'ONU 

Sac d'évacuation du personnel de l'ONU

IMPORTANT: Les points ci-dessous sont une **PRIORITÉ**. Assurez-vous qu'il reste suffisamment de place dans votre sac à dos pour ces éléments avant d'ajouter d'autres articles

<ul style="list-style-type: none">• Copies du passeport et de la carte d'identité• Contacts en cas d'urgence• Espèces (monnaie locale, dollars américains ou euros)• Eau et denrées alimentaires non périssables• Outil multifonction/couteau de poche• Couverture de survie légère• Outils pour allumer le feu• Petite lampe de poche• Fournitures médicales de base	<ul style="list-style-type: none">• Vêtements résistants aux intempéries• Chaussures ou bottes robustes• Téléphone chargé/batterie de rechange• Sifflet pour signaler votre présence• Cartes locales/boussole• Bâche/abri léger• Ruban adhésif• Sacs plastiques refermables pour protéger les documents et les appareils électroniques de l'humidité
---	---

MFBPD de l'ONU 2025 Diapositive 17

Le sac d'évacuation est un élément essentiel de la préparation aux situations d'urgence pour le personnel opérant dans des environnements dangereux ou instables. Il se présente sous la forme d'un sac léger et portable contenant des articles essentiels qui permettent aux individus de survivre et de se déplacer en toute sécurité pendant une courte période en cas d'urgence, comme une évacuation, une attaque ou une catastrophe naturelle.

Le sac doit être compact, facile à transporter et suffisamment léger (généralement entre 10 et 15 kg) pour pouvoir être saisi rapidement et transporté sur de longues distances si nécessaire, ou pour pouvoir être placé sous un siège d'avion ou dans un véhicule. Son objectif est de garantir que les fournitures essentielles sont immédiatement disponibles sans qu'il soit nécessaire de les emballer ou de les rassembler en cas de crise.

Liste de contrôle simple pour un sac d'évacuation

1. Pièces d'identité et documents personnels :
 - Copies du passeport, de la carte d'identité, des visas, des permis de voyage (imprimées et en format numérique sur une clé USB)
 - Coordonnées des personnes à contacter en cas d'urgence.
 - Espèces (monnaie locale, dollars américains ou euros) en petites coupures.
2. Éléments essentiels à la survie :
 - Eau (1 à 2 litres) et système de filtration d'eau portable ou comprimés de purification.
 - Aliments non périssables (barres protéinées, fruits secs, noix)
 - Outil multifonctions ou couteau de poche.
 - Couverture de survie légère ou sac de couchage
 - Allumettes, briquet ou allume-feu
 - Petite lampe de poche ou lampe frontale avec des piles de rechange.
3. Fournitures médicales :
 - Trousse de premiers soins de base (bandages, lingettes antiseptiques, analgésiques, etc.)
 - Médicaments sur ordonnance (quantité suffisante pour au moins 3 jours)
 - Désinfectant pour les mains ou lingettes humides
 - Crème solaire et répulsif antimoustique.
4. Vêtements et équipements de protection :
 - Vêtements résistants et adaptés aux conditions météorologiques (paire de chaussettes supplémentaire, gants, chapeau)
 - Veste imperméable ou poncho
 - Chaussures ou bottes robustes.
5. Communication et navigation :
 - Téléphone entièrement chargé avec batterie de rechange ou batterie externe (solaire)
 - Sifflet pour signaler votre présence

- Cartes locales, boussole ou appareil GPS.

6. Divers :

- Bâche ou abri léger.
- Ruban adhésif
- Sacs plastiques refermables pour protéger les documents et les appareils électroniques de l'humidité.

Le contenu de ce sac doit être vérifié et mis à jour régulièrement en fonction de l'évolution de la situation sécuritaire, de l'environnement local et des besoins individuels.

Personnel en uniforme dans les unités constituées

Le personnel en uniforme dans les unités constituées ne relève pas du SGSNU. Néanmoins, les chefs des composantes militaires et policières doivent travailler en étroite collaboration avec le conseiller en matière de sécurité afin de comprendre et de coopérer aux dispositions de sécurité mises en place pour tout le personnel du SGSNU, y compris le personnel militaire et policier déployé individuellement, car celui-ci relève de la sécurité du SGSNU.


Les chefs des composantes militaires et policières rendent compte au chef de mission (CDM) de la sécurité du personnel en uniforme dans les unités constituées.

Mesures en matière de GRS

Les mesures en matière de GRS sont les mesures de sécurité approuvées par le RD pour une zone, une organisation ou une activité de GRS spécifique. Ces mesures de sûreté et de sécurité permettent de gérer et limiter les risques liés à la sécurité.

Diapositive 18



3.5 Sûreté et sécurité du personnel de l'ONU 

Mesures en matière de GRS

Les mesures en matière de GRS visent à dissuader, détecter, retarder et contrer les menaces pesant sur le SGSNU.

Les quatre stratégies principales sont les suivantes :

- **Accepter** : Le niveau de risque est acceptable, aucune mesure supplémentaire n'est nécessaire
- **Éviter** : Séparer dans le temps et/ou dans l'espace le lieu de la menace, par exemple, en déplaçant le personnel et les personnes à charge
- **Transférer** : Attribuer les activités en faisant appel à des partenaires chargés de la mise en œuvre ou à d'autres acteurs qui acceptent le risque.
- **Contrôler** : Mettre en place de nouvelles mesures de sécurité, telles que la sécurité physique, des procédures opérationnelles permanentes, des plans, des changements de tactiques, de techniques et de procédures, de nouveaux équipements et des agents de gardiennage

MFBPD de l'ONU 2025 Diapositive 18

Les mesures en matière de GRS visent à dissuader, détecter, retarder et contrer les menaces pesant sur le SGSNU.

Les quatre stratégies principales sont les suivantes :


- **Accepter** : Le niveau de risque est acceptable, aucune mesure supplémentaire n'est nécessaire
- **Éviter** : Séparer dans le temps et/ou dans l'espace le lieu de la menace, par exemple, en déplaçant le personnel et les personnes à charge
- **Transférer** : Attribuer les activités en faisant appel à des partenaires chargés de la mise en œuvre ou à d'autres acteurs qui acceptent le risque.
- **Contrôler** : Mettre en place de nouvelles mesures de sécurité, telles que la sécurité physique, des procédures opérationnelles permanentes, des plans, des changements de tactiques, de techniques et de procédures, de nouveaux équipements et des agents de gardiennage.

Tout le personnel de maintien de la paix doit se renseigner auprès du bureau de la sécurité sur les mesures de GRS de son lieu d'affectation.

Mesures de sécurité résidentielles

Diapositive 19



3.5 Sûreté et sécurité du personnel de l'ONU 

Mesures de sécurité résidentielle

Les MSR sont destinées à protéger le personnel contre les dommages physiques ou les blessures à leur domicile. Avant de choisir la résidence, contactez les agents de sécurité de l'ONU.

Des exemples d'améliorations en matière de sécurité sont :

- Agents de sécurité
- Systèmes d'alarme
- Barres des portes et barreaux des fenêtres
- Verrous
- Abris temporaires sécurisés

MFBPD de l'ONU 2025 Diapositive 19

Dans les zones où le niveau de risque est accru pour le personnel international recruté par l'ONU et le personnel militaire et policier couvert par le SGSNU, il peut être nécessaire de renforcer la sécurité des lieux de résidence. **Les mesures prises à cet effet sont appelées mesures de sécurité résidentielle (MSR).**

Les MSR ont pour but de protéger les membres du personnel contre les dommages physiques ou les blessures subies à leur domicile en raison d'une augmentation de

l'activité criminelle sur le lieu d'affectation. Les MSR ne sont pas destinés à protéger les biens.

Les MSR peuvent comprendre des conseils et une formation en matière de sécurité résidentielle, des procédures et des restrictions, ainsi que l'installation de dispositifs de sécurité supplémentaires dans ou autour des résidences (éléments liés aux coûts).



Exemples

- Agents de sécurité
- Systèmes d'alarme
- Barres de portes et barreaux aux fenêtres
- Verrous
- Abri sécurisé

Avant de choisir une résidence à louer, contactez les agents de sécurité de l'ONU pour obtenir des informations sur les procédures et les conditions des MRS dans votre lieu d'affectation. Important : Les MSR sont appliqués par résidence. Par exemple, si trois OMNU vivent dans la même résidence, les MSR pour le système d'alarme, les portes, les serrures et les abris sécurisés ne sont appliqués qu'une seule fois pour la résidence, et non trois fois, une fois pour chaque OMNU qui y réside.

Que peut faire chaque agent de maintien de la paix ?

Le traitement des demandes d'autorisation de voyage (TRIP)

Diapositive 20



3.5 Sûreté et sécurité du personnel de l'ONU 

Traitement des demandes d'autorisation de voyage de l'ONU (TRIP – Travel Request Information Process)

- Permet au personnel (n'appartenant pas aux contingents) de traiter en ligne les demandes d'habilitations de sécurité obligatoires
- Passe par les transporteurs recommandés par l'ONU
- Les habilitations de sécurité permettent de vous géolocaliser, de vous informer et de vous aider en cas d'urgence



MFBPD de l'ONU 2025 Diapositive 20



Message clé n°11 : Le système de traitement des demandes d'autorisation de voyage (TRIP – Travel Request Information Process en anglais) permet au personnel de l'ONU de traiter en ligne les demandes d'habilitations de sécurité obligatoires.

L'habilitation de sécurité est une obligation formelle. Des événements imprévus peuvent mettre en danger le personnel du SGSNU et les personnes à leur charge reconnues. L'ONU exige une habilitation de sécurité pour :

- Savoir où se trouve le personnel de l'ONU
- Pouvoir l'aider en cas de danger ou d'urgence.

L'ONU utilise les habilitations de sécurité pour suivre, informer et contrôler, si nécessaire.

Utilisation du système TRIP pour les habilitations de sécurité

Le personnel de l'ONU peut accéder à TRIP via le portail du SGSNU. Tous les membres du personnel du système de l'ONU sont tenus d'obtenir une habilitation de sécurité pour les voyages officiels, y compris les congés payés par l'organisation et pour les membres de leur famille.

En général, l'habilitation est automatique. Toutefois, lorsque le RD doit contrôler le nombre et les déplacements du personnel, les habilitations de sécurité sont effectuées manuellement.

L'ONU recommande également au personnel d'utiliser TRIP pour voyager à titre personnel. L'ONU peut alors fournir un soutien en matière de sécurité si nécessaire. Le personnel de l'ONU fournit les informations sur son itinéraire et ses coordonnées dans TRIP. Les responsables de la sécurité de l'ONU peuvent fournir au personnel de l'Organisation des informations actualisées et savoir où le joindre si d'autres mesures de sécurité sont nécessaires. L'habilitation de sécurité permet à tout le personnel de l'Organisation de suivre une formation appropriée et de respecter les exigences en matière de sécurité, comme l'obtention d'un certificat médical d'aptitude avant le départ.



Conseils aux formateurs : Expliquez aux participants que les membres du personnel en uniforme déployés dans des unités constituées utilisant du matériel appartenant au contingent ne sont pas tenus d'obtenir des habilitations de sécurité et médicales sur le portail TRIP du SGSNU. Signalez également que les déplacements du personnel de mission sont traités à l'aide du formulaire administratif de déplacement du personnel (MOP) lorsque des membres du personnel en uniforme se déplacent dans la zone de mission en utilisant des ressources de l'ONU.

Diapositive 21



3.5 Sûreté et sécurité du personnel de l'ONU 

Que peut faire chaque agent de maintien de la paix ?

- Respecter les consignes, orientations, directives, plans et procédures de sécurité du SGSNU
- Se familiariser avec les systèmes de communication de sécurité, y compris les radios portatives, et les utiliser de manière appropriée
- Assister aux réunions d'information sur la sécurité et suivre la formation en ligne sur la sécurité BSAFE

<http://dss.un.org>



MFBPD de l'ONU 2025 Diapositive 21



Message clé n°12 : Le personnel de l'ONU partage la responsabilité de la sûreté et de la sécurité. Soyez informés. Soyez vigilants. Soyez prudents.

L'ONU attend de l'ensemble du personnel qu'il :

1. Prenne connaissance des informations qui lui sont fournies concernant le SGSNU, notamment sur l'environnement de sécurité, les risques de sécurité et les mesures approuvées de gestion des risques de sécurité sur son lieu d'affectation ou de déplacement.
2. Crée et tienne à jour un profil précis sur le portail du SGSNU pour lui-même et les membres de sa famille éligibles et obtienne une habilitation de sécurité avant de voyager.
3. Assiste aux réunions d'information sur la sécurité et suive toutes les formations obligatoires en matière de sécurité requises au niveau mondial et local.
4. Se familiarise avec les équipements de sécurité et sache les utiliser correctement, y compris les systèmes de communication de sécurité et les applications connexes.
5. Adopte un comportement qui ne mette pas en danger leur sécurité ou celle d'autrui et veille à ce que les membres de leur famille éligibles soient informés des consignes de sécurité qui leur sont applicables.
6. Respecte en permanence toutes les règles et procédures de sécurité du SGSNU.
7. Signale tous les incidents de sécurité en temps utile.
8. Le cas échéant, assume les responsabilités qui lui sont assignées en matière de sécurité et accepte d'être évalué à ce sujet lors des évaluations de performance.

Formation obligatoire à la sécurité – BSAFE en ligne

L'ONU a mis en place une formation obligatoire en matière de sécurité. Tous les membres du personnel du système des Nations Unies doivent suivre le cours BSAFE en ligne. Le cours est gratuit et disponible dans les six langues de l'ONU et en portugais. Il est également accessible aux personnes souffrant de divers handicaps.

La formation BSAFE peut être réalisée en une heure et est adaptée aux téléphones portables. Les apprenants pourront y accéder à partir d'un ordinateur, d'une tablette ou d'un téléphone portable, sans avoir besoin d'installer des plug-ins supplémentaires.

Pour suivre cette formation, connectez-vous au portail du SGSNU et sélectionnez la section formation.



Conseils aux formateurs : Expliquez aux participants que le personnel en uniforme déployé en unités constituées et utilisant du matériel appartenant aux contingents n'est pas obligé de suivre la formation BSAFE.

Clôture de la leçon

Diapositive 22



Conseils aux formateurs : Si vous en avez le temps, résumez la leçon en rappelant le but et les objectifs de l'apprentissage. Précisez que les messages clés soutiennent les objectifs de l'apprentissage. Demandez aux participants s'ils ont des questions. Veillez à distribuer le document « Résumé des messages clés » à tous les participants.

Document – Résumé des messages clés

Message clé n°1 : Six mots clés et leurs définitions sont importants pour les agents de maintien de la paix de l'ONU : sûreté, sécurité, dangers, menaces, vulnérabilité et risque.

Message clé n°2 : La **menace** est une cause potentielle de préjudice initiée par des actions délibérées. Les cinq catégories de menaces générales sont : les conflits armés, le terrorisme, la criminalité, les troubles civils et les dangers.

Message clé n°3 : La sûreté et la sécurité du personnel et des installations de l'ONU relèvent de la responsabilité du pays hôte, de l'ONU et de chaque membre du personnel de maintien de la paix.

Message clé n°4 : L'objectif du système de gestion de la sécurité des Nations Unies (SGSNU) est de permettre au personnel de travailler à des niveaux de risque acceptables en matière de sécurité. Les quatre principes pour atteindre cet objectif sont les suivants : une gestion efficace et centrée sur les personnes des risques liés à la sécurité, des ressources adéquates, et une prise de décision décentralisée conformément aux politiques du SGSNU et basée sur des risques acceptables.

Message clé n°5 : Les principaux acteurs du système de gestion de la sécurité des Nations Unies (SGSNU) ont des rôles et des responsabilités spécifiques et font partie de la structure de gestion de la sécurité, qui comporte trois niveaux : le siège et le terrain, le siège, et le terrain.

Message clé n°6 : Le système de gestion de la sécurité des Nations Unies (SGSNU) repose sur la **gestion des risques liés à la sécurité** (GRS), une procédure analytique visant à :

- Identifier les événements spécifiques constituant une menace pour la sécurité qui pourraient entraver la réussite des programmes.
- Évaluer les risques pour la sécurité de l'ONU résultant d'événements spécifiques constituant une menace.
- Identifier et mettre en œuvre des mesures de GRS afin de réduire les risques à des niveaux acceptables.

Message clé n°7 : L'ONU dispose de ressources limitées. Nous ne pouvons pas gérer toutes les menaces, c'est pourquoi nous devons nous concentrer sur les principaux risques qui en découlent. Le processus de GRS est le principal outil de gestion de la sécurité du système des Nations Unies.

Message clé n°8 : Renseignez-vous sur les noms et les coordonnées de vos agents de sécurité ou de vos gardiens. Repérez les points de rassemblement en cas d'évacuation et familiarisez-vous avec les détails des plans de sécurité et d'intervention d'urgence qui vous concernent, votre lieu de travail et votre unité.

Message clé n°9 : Chaque membre du personnel de maintien de la paix est tenu de connaître les détails du plan de sécurité qui s'applique à lui, à son équipe et aux personnes dont il a la charge.

Message clé n°10 : Le personnel de maintien de la paix doit se tenir prêt à partir avec un « sac d'évacuation » en cas d'urgence.

Message clé n°11 : Le système de traitement des demandes d'autorisation de voyage (TRIP – Travel Request Information Process en anglais) permet au personnel de l'ONU de traiter en ligne les demandes d'habilitations de sécurité obligatoires.

Message clé n°12 : Le personnel des Nations Unies se partage les responsabilités en matière de sûreté et de sécurité. Soyez informés. Soyez vigilants, soyez prudents.